Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 20033 - 77EME ANNÉE

Dans deux mois : clôture du dépôt des candidatures à la présidentielle

Du passe-sanitaire au passe-politique

Le 4 mars, c'est la clôture du dépôt des candidatures à la présidentielle. Dans 2 mois, exactement. La crise sanitaire non résolue enferme la campagne électorale dans l'immédiat. Les 6 millions de personnes non encore vaccinées constituent une opposition tenace capable de faire converger toutes les rancœurs accumulées durant la mandature écoulée.

Devant les Députés, Olivier Véran s'adresse aux personnes qui ne sont pas encore vaccinées : « Je le dis, non pas comme une menace, il y a vraiment peu de chances que vous passiez cette fois-ci entre les gouttes ». Il dira également « cette cinquième vague sera peut-être la dernière ».

En d'autres termes, il ne sait pas mais il cause et il menace. En tant que Ministre, il est le décideur politique. S'il souhaite que personne ne passe entre « les gouttes », il fait voter une loi pour rendre la vaccination obligatoire. Il dispose pour cela d'une majorité parlementaire confortable. C'est tout simple et sans rancune. Si, ce n'est pas obligatoire, pourquoi s'attaque-t-il aux personnes qui ont fait le choix de s'abstenir ? Ce sont des citoyens sains d'esprit qui exercent leur choix selon la loi et en toute dignité.

**Transférer
sur une partie de la population,
l'échec de la politique sanitaire
du Président sortant**

Alors, pourquoi est-il aussi péremptoire ? Il s'énerve car le 4 mars, c'est la clôture du dépôt des candidatures à la présidentielle. Dans 2 mois, exactement. La crise sanitaire non résolue enferme la campagne électorale dans l'immédiat. Les 6 millions de personnes non encore vaccinées constituent une opposition tenace capable de faire

converger toutes les rancœurs accumulées durant la mandature écoulée. Dans ce contexte, aucun mot n'est assez fort pour transférer sur une partie de la population, l'échec de la politique sanitaire du Président sortant.

Il est dommage que, devant ses « menaces » qui désignent des citoyens honnêtes comme des resquilleurs ou des irresponsables, voire des voyous, aucun parlementaire n'ait exigé du ministre de revenir sur ses propos indignes. En 1987, les Députés Paul Vergès et Elie Hoarau démissionnèrent de leur mandat pour combattre un gouvernement (de cohabitation) qui avait fait voter la loi dite de « parité sociale », indigne de la République. L'Histoire leur a donné raison.

**Paul Vergès et Elie Hoarau :
la dignité
base du consensus républicain**

Elie Hoarau n'avait qu'un an de mandat. Paul Vergès n'était plus député depuis 1956. En refusant le parlementarisme, nos députés du PCR avaient adopté une position politique qui faisait de la dignité la base du consensus républicain.

Choisir de ne pas se faire vacciner n'est pas un délit. C'est la loi qui vous le permet. Tous les ministres le savent mais ils ont pour tâche de façonner un électorat reconnaissant vis-à-vis d'un président protecteur et sécuritaire. Alors, passe-sanitaire, passe-vaccinale, passe-politique ?

Ary Yee Chong Tchi Kan

Edito

Pollutions plastiques, faisons chacun un geste pour la planète

De nouvelles mesures de la loi anti-gaspillage sont entrées en vigueur le 1er janvier. En particulier, les emballages réutilisables en plastique vont commencer à s'imposer. Ce sera aussi la fin progressive des emballages plastiques pour les fruits et légumes, et l'interdiction de jouets en plastiques dans les menus pour enfants.

Le plastique pollue toute la Planète. On le trouve partout : au fond des océans, sur les chemins des forêts les plus lointaines, dans les glaces de l'Arctique et jusque sur les plages où les tortues font leurs nids. Nous ne savons pas exactement combien de temps il faut pour que les plastiques fabriqués à partir du pétrole se dégradent (ni même d'ailleurs s'ils se dégradent), mais ce qui est sûr, c'est qu'une fois qu'ils sont dans nos sols, nos rivières et nos océans, on ne peut plus les en faire sortir. Le plastique que nous voyons s'échouer sur les côtes ou flotter à la surface de l'eau n'est que la partie visible du tas d'ordures. Plus de deux tiers du plastique rejeté dans la mer se retrouve au fond de l'océan, créant ainsi sous les eaux un amoncellement de déchets de plus en plus grands. Pire encore, les bouteilles, sacs et autres déchets se décomposent au fil du temps en morceaux de plus en plus petits, jusqu'à former ce qu'on appelle du microplastique, qui, tout en étant invisible à l'œil nu, exerce lui aussi une action délétère sur les écosystèmes. Les déchets en plastique sont tout autant problématiques sur terre qu'en haute mer : ils remplissent les décharges, encombrant les cours d'eau et génèrent de la pollution lorsqu'on les brûle à ciel ouvert ou en incinérateur. Par ailleurs, certains plastiques contiennent et émettent des substances chimiques dangereuses, sources elles aussi de risques pour la faune et les populations.

La loi demandait aux éco-organismes, en charge du réemploi, à savoir Citeo et Leko, de développer des gammes standards d'emballages pouvant être réutilisés par les restaurateurs et tous les professionnels qui souhaitent s'en saisir. Elles seront disponibles au 1er janvier.

En plus, les restaurateurs ne pourront plus offrir gratuitement des jouets en plastiques dans les menus pour enfants. Une autre mesure entrera en vigueur au 1er janvier pour favoriser le réemploi. Celle-ci vise, cette fois-ci, le secteur de la livraison quotidienne de repas à domicile. « Il y aura une obligation de passer à du réemploi pour tout ce qui est vaisselle, gobelets, couverts », explique Diane

Beaumenay-Joannet, chargée de plaider pour Surfrider Foundation Europe. En 2021, plusieurs mesures symboliques avaient fait leur apparition, à l'exemple de la fin des pailles ou des boîtes à kباب. De nouvelles interdictions, plus spécifiques, viennent s'ajouter en 2022. « La grande mesure phare pour ces interdictions à venir est l'interdiction des emballages en plastique pour les fruits et légumes frais, présentés en supermarchés ». À partir du 1er janvier 2022, les industriels ne pourront plus distribuer des sachets de thé ou de tisane en plastique. Une exception s'applique aux sachets présentés comme "biodégradables".

La réduction de la consommation de bouteilles en plastique est l'un des objectifs majeurs de la loi anti-gaspillage. Une diminution de 50% a été fixée à l'horizon 2030.

Ces mesures vont dans le bon sens, mais il est important de se désintoxiquer complètement du plastique à usage unique. Seul 9 % du plastique mondial est recyclé. Même dans les pays développés, le taux de recyclage du plastique collecté par les ménages est souvent très inférieur à 50 %. Pire encore, la plus grande partie des emballages collectés en vue de leur « recyclage » dans les pays du Nord sont exportés dans les pays du Sud. Avant d'interdire ce commerce en 2018, la Chine importait à elle seule près de 8 millions de tonnes de déchets plastique par an. Désormais, ceux-ci ont pour destination principale l'Asie du Sud-Est, où le manque d'infrastructures et de réglementation complique la gestion des flux de déchets, tant internes que de provenance étrangère. Les émissions de gaz à effet de serre issues du cycle de vie des plastiques compromettent la capacité de la communauté mondiale à contenir la hausse de la température du Globe au-dessous de 1,5° C. Les plastiques sont fabriqués à plus de 90 % à partir de combustibles fossiles, et un rapport récent du CIEL estime que la pollution mondiale résultant de leur production et de leur incinération atteindra, pour la seule année 2019, le niveau des émissions de 189 centrales au charbon. Le même document estime que les rejets de gaz à effet de serre issus des plastiques pourraient représenter à l'horizon 2050 10 à 13 % de la totalité du budget carbone restant. La surproduction et la surconsommation de plastiques, si elles devaient continuer au même rythme, pourraient atteindre l'équivalent de 20 % de la consommation mondiale de pétrole d'ici le milieu du siècle.

Il est temps pour chacun de repenser son rapport au contenant et faire le choix du durable. Déjà allons remplacer le midi la barquette traditionnelle, avec son sachet, et ses couverts jetables. A la place, prenons l'habitude d'avoir avec nous des bols, dans lequel on demandera de se faire servir. De même, la bouteille d'eau en plastique nous accompagnant la journée, remplaçons la par des Thermos. Imagions juste ne pas produire à notre échelle sur une année 365 bouteilles plastiques ;

205 barquettes, sachet et couvert...Ce ne sont la que des petits gestes, mais les petits ruisseaux font les grandes rivières

« **Le bon sens fait les hommes capables.** » **Bo-naparte**

Nou artrouv'

David Gauvin

La commune du Port aux abonnés absents devant le Département

Le Port : projets non présentés, actions sacrifiées

La Section PCR du Port alerte sur l'absence de projet de la commune dans les domaines de l'inclusion et de l'insertion sociale et visant essentiellement les personnes de condition très modeste. En effet, la municipalité du Port n'a pas répondu à l'appel à projet lancé le 21 mai par le Département et prévoyant des financements pouvant aller jusqu'à 100 % du coût. Dans la région ouest, toutes les communes ont vu la plupart de leurs projets financés.

Le 18 mai 2021 la Commission Permanente du Département de La Réunion, dans un vote unanime, a autorisé l'organisation de 2 appels à projets à l'intention des 24 communes de l'Île, des CCAS, des associations... Toutes les structures intéressées pouvaient présenter des projets dans les domaines de l'inclusion et de l'insertion sociale

et visant essentiellement les personnes de condition très modeste.

Une enveloppe d'un montant global de 4,6 millions d'euros a été fixée pour les 2 appels à projets et une répartition entre les régions a été faite, attribuant 1,058 million pour les 5 communes de la région ouest. Certains projets pouvaient être financés jusqu'à 100 % du coût, un tel niveau de financement étant exceptionnel.

La Commission Permanente du 15 décembre 2021 a entériné tous les projets sélectionnés des communes dans la limite du financement mis en place.

Pour la région ouest toutes les communes ont vu la plupart de leurs projets financés sauf... Le Port qui n'a présenté aucun projet.

La question qui vient à l'esprit : pourquoi la commune du Port n'a-

t-elle pas présenté de projets alors que la population portoise subit de graves difficultés économiques, sociales et d'insertion que tout le monde reconnaît ? Pourquoi la commune du Port a-t-elle renoncé d'elle-même à des crédits générateurs d'actions solidaires qui auraient pu être exemplaires ?

On est effaré de la légèreté coupable dont font preuve les élus de notre commune car manifestement ni le maire ni ses élus n'ont clairement conscience des obligations qu'ils ont envers la population, et d'abord envers les plus déshérités. Servir et non pas se servir, travailler d'arrache-pied, être en permanence au service des plus pauvres... voilà ce que devraient faire des élus responsables.

La section communiste du Port

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
77e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany
Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;
1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Oté

A gaskonèr, gaskonèr édmi ! A malin, malin édmi !

Mézami na poin lontan Prézidan lofis La lang kréol la rényon i pass dann télé é lo zoinalist i poze ali késtyon dsi lo kréol bien antandi. Kan li la fine kozé, astèr bande dmoune zot tour i poze zot késtyon, i fé zot romark, i domande ki éklèrè zot lanp tanpète. In pé ossi i shoizi lokazyon pou zot gaskoné.

Momandoné, dann lo lémissyon, demoune i poz késtyon : in pé lé pou sak lo linvitè la di, in pé lé kont, in pé i dmann k'i éklèr zot lantern é in pé i yèm takiné alor zot i apèl. Donk, in moune i apèl épi li di zistoir koz kréol – koz kréol-la sa la fé pèrd ali in bonpé l'poin. Li lété dann La Frans pou fé son sèrvis militèr é arien a fèr pou fé konprann ali, in mo d'fransé li gingn pa tiré. Kan i domann ali kansa lété sa, li réponn l'ané 1974 é lo zoinalis i fé konfirm ali l'ané 1974 li téi gingn pa koz in mo d'fransé.

Lo prézidan l'ofis i réponn in pé son késtyon é konm li antrovoi lo boug l'après gaskoné li di : « Aou méssyé, l'ané 1974 téi amontr fransé dann lékol é dopi lontan ! Wi oi pa ou mèm néna in n'afèr i klosh pa dann out kozman"... Moin la kalkilé l'avé o moins dé fason konprann lo

konvèrsasyon. Soi lo boug té après triké, fé pass ali pou sak li lé pa, é aport dolo d'après li dann moulin sak lé kont nout lang kréol amontré dann lékol. Soi lo boug i di la vérité é son ka lé grav : li la parti lékol dopi o moins sizan ziska sèzan é dizan d'ran li la pa gingn aprann fransé ziska pa gingn di dé mo an final de kont dann lang-la. Arzout èk sa la radyo, la télé, lo bann administrasyon la tranp ali dann in bain d'fransé, san rézilta ?

Dann lo dé ka, plis in troizyèm moin la mark an-ba la, lo moune li mèm téi aport la prèv par son zistoir l'avé in gran problèm lékol kan i tienbo pa konte nout lang kréol rényonèz. Toute fasson, gaskoné lé bon mé tash moiyn évite lo rotour. Konm mi di souvan dé foi : « A gaskonèr, gaskonèr édmi ! A malin, malin édmi »

NB troizyèm manyèr : pétète lo boug la pans vi ké la diskisyon téi éspass an kréol, bin lo nivo lé ra d'tèr, ra d'tèr mèm. Ségnèr Bondyé, pityé pou bann moun démeré !

Ropriz in kozman oktob 2020

Justin